

**Motion du Centre Michel de Boüard – CRAHAM
(FRE 3119, Université de Caen Basse-Normandie/CNRS)**

Les personnels et doctorants du Centre Michel de Boüard, réunis en assemblée générale le 26 mars 2009 ont adopté à l'unanimité la motion qui se prononce sur les points suivants :

- * pour la reconnaissance des EPST comme acteurs essentiels de la recherche disposant d'un rôle d'opérateur fort.

- * pour une continuité thématique du CNRS, qui implique le maintien du périmètre scientifique de cet établissement.

- * pour affirmer que les UMR doivent rester au cœur du système de recherche, sans qu'intervienne une dénaturation de leur statut. Il ne doit exister qu'un seul type d'UMR, modèle de partenariat équilibré entre les universités et le CNRS.

- * pour la définition d'une politique prévoyant un plan pluriannuel d'emploi qui se doit de maintenir et de développer l'emploi scientifique. Cette politique d'emploi passe par la restitution des postes enlevés dans l'enseignement supérieur et la recherche et des efforts conséquents en vue d'une résorption de l'emploi précaire.

- * pour un soutien financier de base régulier et suffisant, indispensable au maintien de programmes de recherche sur la longue durée et particulièrement de recherche fondamentale. Ceci implique un rééquilibrage des financements actuellement attribués sur projet (ANR, etc.) au bénéfice d'une remise à niveau du soutien de base.

- * pour la défense d'une évaluation nationale de la recherche fondée sur les principes d'une évaluation par les pairs, pratiquée par des instances représentatives soucieuses des spécificités disciplinaires et d'une reconnaissance de la diversité de la production scientifique de qualité. Pour le CNRS, ceci implique la restauration du rôle du Comité national.

- * pour le renforcement du système des délégations en faveur des enseignants-chercheurs, auquel, en aucun cas, ne doit se substituer le dispositif des chaires d'excellence. pour un abandon du projet de contrat doctoral unique.

Pour ces raisons l'assemblée déclare le Centre Michel de Boüard « laboratoire en lutte ».

L'assemblée se déclare solidaire du mouvement dans lequel l'enseignement supérieur est actuellement engagé.